**Sur la pertinence de l’ASSÉ - Réappropriation des mandats et empowerment des nouveaux-nouvelles**

Pour que l’ASSÉ demeure pertinente, il faut que celle-ci continue d’évoluer et de bouger, de faire preuve de dynamisme, donc. Cependant, l’ASSÉ, de par sa structure et son fonctionnement ne peut fonctionner avec un chèque en blanc donné à une quelconque bureaucratie. Il n’est pas non plus possible d’engager des gens, comme le font les fédérations étudiantes, pour effectuer toutes les tâches nécessaires au bon fonctionnement de l’organisation, non seulement faute de moyens financiers, mais également dans un souci de permettre aux militants et aux militantes de s’*empowerer*. L’ASSÉ s’est donc doté de structures d’implication au niveau national, sous la forme des comités de travail, lesquels forment, avec le conseil exécutif de l’ASSÉ, l’équipe nationale. Cette équipe, formée de bénévoles qui donnent de leur temps gratuitement pour l’association peuvent s’assurer du bon fonctionnement de l’association, mais seulement jusqu’à un certain point. En effet, puisque l’ASSÉ est d’abord et avant tout une association fonctionnant par et pour ses membres, il apparaît problématique que celles-ci et ceux-ci remettent leur responsabilité de faire vivre l’association entre les mains d’au plus quelques dizaines de personnes.

D’abord parce qu’il apparaît plus que paradoxal qu’une poignée de personnes puissent gérer une association se revendiquant comme étant faite par et pour ses membres. Ensuite, parce que cela donne un pouvoir démesuré à cette poignée de personne alors que l’ASSÉ est une association qui se dit la plus horizontale possible. Cette situation de concentration des pouvoirs entre quelques personnes créée par conséquent une asymétrie particulièrement dommageable dans une association qui a été conçue à l’origine pour fonctionner selon une symétrie des pouvoirs (et donc pour fonctionner de manière horizontale). Parce qu’il est impossible que l’ASSÉ puisse fonctionner seulement par le travail bénévole de quelques personnes, c’était en partie dans cette perspective que le principe d’horizontalité a été mis en place : pour que les militants et les militantes au niveau local puissent également faire vivre l’ASSÉ. Bien que cette raison expliquant l’horizontalité des pouvoirs à l’ASSÉ peut sembler à première vue simplement pratique et pragmatique, elle est également idéologique : comment peut-on demeurer conséquents et conséquentes avec nous-mêmes si nous reproduisons une structure similaire à celle que l’on critique, à savoir le capitalisme et les gouvernements qui sont complice de ce système économique ?

Nous aborderons dans ce texte plusieurs enjeux qui nous apparaissent d’importance majeure pour la bonne santé de l’ASSÉ en tant qu’association étudiante syndicale devant demeurer pertinente.

**Réappropriation des mandats votés en congrès par les associations locales.**

Depuis quelques temps, nous remarquons une tendance à l’ASSÉ qui nous semble problématique à plusieurs égards. La première étant la difficulté ou l’absence de réappropriation des mandats votés en congrès par les associations locales. Il faut comprendre que l’Association pour une solidarité syndicale étudiante est une association qui se revendique de la démocratie participative, laquelle nécessite pour son bon fonctionnement, comme son nom l’indique de la participation des membres. Or, cette participation ne doit pas se cantonner à la prise de décision, puisque la démocratie participative implique la participation des membres à tout les moments du processus, que ce soit lors de l’élaboration de réflexions (dont le présent texte est une démonstration), de décision, notamment durant les congrès, mais également de la mise en application des décisions.

C’est pour cela que lorsqu’une décision est prise en congrès, il faut que chaque association membre votant pour cette décision le fasse en toute connaissance de ses capacités. C’est également un engagement de la part des associations qui votent, selon lequel elles s’engagent à prendre part à la mise en application des décisions prises en congrès.

Pour illustrer notre propos, nous allons prendre un exemple tiré du dernier congrès ayant eu lieu durant la fin de semaine des 8 et 9 octobre 2016 à Montréal :

*Que l’ASSÉ coordonne quatre semaines de mobilisation féministe sur l’ensemble des campus des associations membres, soit les semaines du 7 au 11 novembre, des 30 janvier au 3 février, des 27 février au 3 mars et des 27 au 31 mars prochains;*

*Que les thèmes mis de l’avant lors de ces semaines soient respectivement les suivants:*

* *Le sexisme ordinaire, la division du travail, et le rôle d’allié;*
* *La culture du viol au sein des institutions académiques, notamment dans les événements sociaux mais aussi au quotidien;*
* *La nécessitée de mettre en place des politiques adéquates de traitement des dénonciations et d’accompagnement des survivantes au sein des institutions scolaires;*
* *L’intersectionnalité des systèmes d’oppression.*

*Que soit produit à l’occasion de chacune des semaines par l’équipe nationale et les associations locales du matériel de mobilisation portant sur la thématique de la semaine, notamment sous la forme de tracts, affiches, textes, zines ou d’autocollants.*

Puisque l’ASSÉ est, dans les faits, ce que ses associations membres veulent bien en faire, notre lecture de ce mandat est que les associations membres de l’ASSÉ vont organiser quatre semaines d’action et de mobilisation féministe. Par conséquent, il n’est pas tant question que l’équipe nationale organise la semaine d’action et de mobilisation féministe de A à Z, mais plutôt que celle-ci offre un rôle de soutien et d’aide ou encore de courroie de transmission des informations entre les associations membres qui souhaitent s’organiser, à moins que celles-ci n’aient un autre moyen de communiquer ensemble.

Par ailleurs, rien n’est spécifié dans ce mandat par rapport aux actions qui peuvent être entreprises. Rien n’empêche une association qui ne se sent pas les moyens en terme de mobilisation pour faire, disons une manifestation, d’organiser une soirée féministe avec micro ouvert, un drop de bannière, de créer des tracts et de les tracter, de faire des affiches et de les placarder partout sur le campus, ou même de faire un mélange de toutes ou de certaines de ces activités, etc. Évidemment, la liste que nous avons donnée n’est pas exhaustive et la seule limite dans les actions possible est la créativité des militants et des militantes. L’escalade des moyens de pression, c’est également de connaître ses capacités et d’agir en fonction de celles-ci. Et si, par exemple, une association est capable de créer une certaine escalade tout au long des semaines, qu’à la première, il y ait un drop de bannière, à la seconde, il y a une soirée de micro ouvert, qu’à la troisième, il y a trois-quatre jours de conférences, et qu’à la quatrième semaine, il y a une manif’action, ça démontre que la mobilisation, ça se fait également à travers les actions de visibilité. Bref, les seules limites aux actions, outre les capacités des associations locales, sont l’étendue de la créativité de ses membres.

Or, nous avons l’impression qu’avec le mandat suivant, qui a été voté au dernier Comité de coordination qui avait lieu le 1er novembre dernier, nous nous éloignons de cette perspective d’appropriation des mandats votés en congrès par les associations locales :

*Que le comité femmes et Mireille organisent une rencontre non-mixte femme de l'équipe nationale et de ses collaboratrices le 23 novembre dans un lieu à déterminer afin de coordonner les semaines de mobilisation féministe à venir.*

En effet, nous croyons que cela va à l’encontre de la notion de réappropriation des mandats votés en congrès, de même que de souveraineté locale des associations. Si l’équipe nationale se mettait à organiser et coordonner les actions des associations locales, non seulement, nous craignons que cela tuerait la créativité locale, mais également nous craignons que cela ait des effets désastreux de non-*empowerment* des nouveaux et nouvelles militantes et des militants dans les associations locales qui en viendraient, sur le long terme, à se fier uniquement sur l’équipe nationale pour les différentes campagnes et actions. Or, ça n’est pas cela la combativité dont nous nous targuons de faire preuve dans notre organisation. Celle-ci est multiple et prend sa source dans la volonté commune de se coordonner entre les associations membres, mais de manière à ce que chacunes de ces associations fasse preuve d’ingéniosité, de créativité dans leurs moyens d’action,dans une manière profondément locale d’être combatif.

De plus, encore une fois, nous craignons que cela ne crée une hiérarchie entre les gens qui sont sur l’équipe nationale et les gens qui s’impliquent dans les associations locales. Cela nous rappelle qu’une des frustrations exprimées l’an dernier, c’est notamment le fait que les enjeux locaux n’étaient pas pris en compte au sein des luttes à l’ASSÉ. Qui de mieux placés.es pour déterminer les luttes au niveau local que les militants et les militantes locaux ? La réponse à cette question est simple : personne ! Et c’est justement pour cela que les militantes et les militants locaux doivent s’approprier les campagnes et les mandats votés en congrès : puisque leurs enjeux locaux d’un campus ou d’une association sont différents de ceux d’autres campus ou association, il est possible de s’unir sous une campagne générale, mais dans le cadre de laquelle chaque campus ou association amène ses spécificités et mobilise ses membres en fonction de ses réalités.

**Comment les nouveaux-elles doivent reprendre le flambeau et s’*empowerer* par rapport aux anciens et aux *has-been***

Les nouveaux et nouvelles militants et militantes apportent du sang neuf à l’association de par leurs nouvelles idées, leurs perspective inédite des choses. Sans changer l’association de fond en comble sur ses principes fondateurs ainsi que les fondements organisationnels et structurels de celle-ci, les nouvelles militantes et les nouveaux militants sont à notre avis le futur de l’ASSÉ. Il est temps pour qu’ils et elles fassent entendre leur voix par rapport à la direction qu’elles et ils pensent que l’ASSÉ devrait prendre. Il est temps de laisser partir le spectre de 2012 et de se tourner vers les prochaines luttes à mener. Que cesse cette glorification de la mobilisation passée et que commence la mobilisation actuelle nourrie des gains et des enseignements du passé.

Sur le plan individuel, il est temps pour les nouveaux militants et les nouvelles militantes n’ayant pas vécu 2012, de cesser de se fier uniquement à la parole et à l’influence des anciens et des anciennes (que l’on nomme aussi *has-been)* et de développer une culture d’autonomie politique. Bien que leurs enseignements et le partage de leur vécu puisse être enrichissant, les militantes et militants d’aujourd’hui et de demain doivent pouvoir prendre des décisions, sans s’en remettre à des individus dont l’autorité informelle ne serait plus à remettre en question. Toutefois, ils et elles doivent également être en mesure de prendre des décisions de manière la plus éclairée et humble possible. Il faut donc trouver un juste milieu entre l’arrogance militante et la dépendance idéologique et intellectuelle.